

PROGRAMME

Maîtrise d'ouvrage

DIRECTION INTERDÉPARTEMENTALE DES ROUTES ATLANTIQUE

Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)

Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Atlantique

Objet de la consultation

Mission de maîtrise d'œuvre relative à la réhabilitation de la salle 206

Table des matières

| | |
|--|----------|
| I – Contexte général..... | 3 |
| I-1. La DIR Atlantique..... | 3 |
| I-2. La salle 206..... | 4 |
| I-3. Objet du marché..... | 5 |
| II – Objectifs de la maîtrise d’ouvrage..... | 5 |
| II-1 – Performance environnementale des équipements..... | 5 |
| <i>II-1-a Performance énergétique des bâtiments.....</i> | <i>5</i> |
| <i>II-1-b Démarches environnementales complémentaires.....</i> | <i>5</i> |
| II-2 – Mise aux normes PMR..... | 6 |
| II-3 – Maîtrise financière..... | 6 |
| <i>II-3-a Coûts de fonctionnement.....</i> | <i>6</i> |
| <i>II-3-b Enveloppe budgétaire dédiée aux travaux.....</i> | <i>6</i> |
| II-4 – Continuité de service..... | 6 |
| II-5 – Planning des travaux..... | 6 |
| II-6 – Adapter les marchés de travaux au phasage de l’opération..... | 6 |
| II-7 Sécurité du chantier..... | 6 |
| III - ANNEXES AU PROGRAMME..... | 7 |

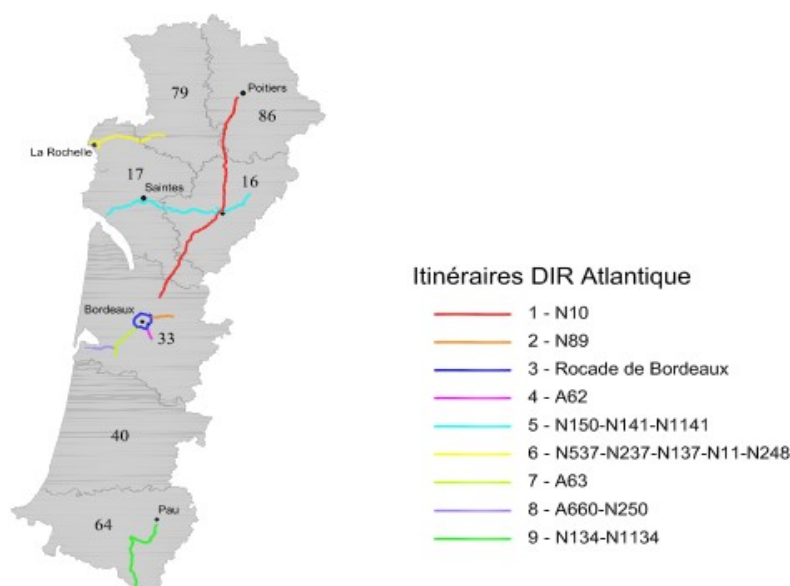
I – Contexte général

I-1. La DIR Atlantique

La DIR Atlantique est une des onze directions interdépartementales des routes créées en 2006 et qui, dans le cadre de la loi de décentralisation du 13 août 2004, constituent les services routiers de l'État. Les DIR ont la charge de l'entretien et de l'exploitation du réseau routier national non concédé. Elles disposent également des compétences en ingénierie nécessaires à la modernisation de ce réseau.

Service déconcentré du ministère en charge des transports, la DIR Atlantique est placée sous l'autorité du préfet coordonnateur des itinéraires routiers, préfet de la région Nouvelle-Aquitaine et préfet du département de la Gironde. Elle est en charge d'un réseau d'une longueur de 622 km et ses principales missions sont les suivantes :

- assurer l'exploitation continue, surveiller, veiller à la viabilité hivernale et informer les usagers ;
- entretenir la chaussée et ses abords, mais aussi les ouvrages d'art, les équipements de la route et toutes les infrastructures associées ;
- réaliser l'ingénierie des opérations de modernisation du réseau pour le compte de la DREAL Nouvelle-Aquitaine.

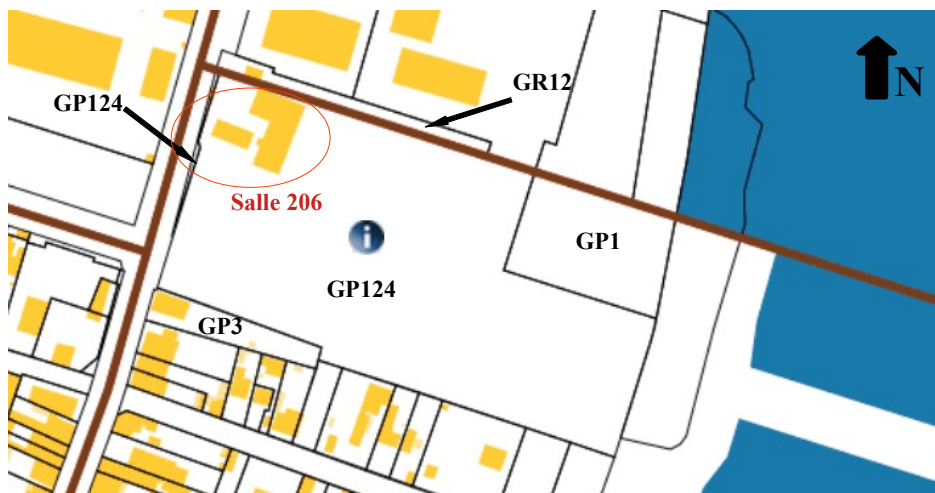


La DIR Atlantique dispose d'un ensemble d'infrastructures variées lui permettant d'assurer l'ensemble de ses missions :

- un siège administratif situé à Bordeaux (33090) ;
- des services d'ingénierie spécialisés : le SIR (Service d'Ingénierie Routière) dédié aux projets de modernisation, et le SIEER (Service d'Ingénierie pour l'Exploitation et l'Entretien de la Route) en charge des projets liés à l'exploitation et à l'entretien du réseau ;
- des districts responsables de la mise en œuvre des politiques et opérations de la DIR Atlantique, notamment en matière d'entretien, d'exploitation et de préservation du patrimoine routier national ;
- des CEI (Centres d'Entretien et d'Intervention) chargés de la surveillance du réseau, des interventions d'urgence, des travaux en régie ou externalisés, ainsi que de la viabilité hivernale ;
- d'autres bâtiments à vocations plus spécifiques, comme le bâtiment plus communément appelé « salle 206 » situé avenue du Docteur Schinazi à Bordeaux, qui fait l'objet du présent programme de réhabilitation. Cette salle de réunion vise à limiter les déplacements entre les différents sites, tout en favorisant la cohésion grâce à des moments de convivialité organisés en son sein.

I-2. La salle 206

Le bâtiment est situé au n° 206 avenue du Docteur Schinazi à Bordeaux. Il se trouve sous le pont d'Aquitaine sur la rive gauche de la Garonne. Deux bâtiments distincts sont implantés sur la parcelle cadastrée GP124. Cependant, seul le bâtiment le plus à l'est (en « L »), construit en 1967 et d'une surface de plancher d'environ 457 m², fait l'objet du présent programme de réhabilitation.



Le bâtiment abrite une salle de réception, des sanitaires, une cuisine, des espaces de stockage.

I-3. Objet du marché

Le présent marché est un marché de maîtrise d'œuvre de **réhabilitation** qui a pour buts principaux :

- l'amélioration des performances énergétiques ;
- la sécurisation du bâtiment contre les intrusions ;
- la mise aux normes de l'accessibilité PMR, des installations électriques et de la sécurité incendie principalement ;
- la gestion des défauts constructifs ;
- la revalorisation du confort des usagers.

II – Objectifs de la maîtrise d'ouvrage

II-1 – Performance environnementale des équipements

Le maître d'œuvre veillera à proposer au maître d'ouvrage des projets respectant les objectifs de performance environnementale et énergétique fixés ci-dessous :

II-1-a Performance énergétique des bâtiments

Bien que la surface d'exploitation de ces bâtiments soit inférieure à 1 000 m² et ne la soumette pas à l'application du décret tertiaire, l'objectif de réduction de la consommation en énergie de ces bâtiments est d'au moins 40 % par rapport à la situation actuelle. Sur la base du diagnostic de performance énergétique (annexe 5) et d'éventuelles investigations complémentaires, le maître d'œuvre développera donc un projet de réhabilitation respectant cet objectif d'amélioration des performances énergétiques du bâtiment.

Le maître d'œuvre pourra proposer plusieurs projets afin d'atteindre cet objectif. Pour chaque proposition, le maître d'œuvre identifiera de façon claire et précise les impacts de sa mise en œuvre autour des éléments suivants :

- estimation du coût d'acquisition et de mise en œuvre ;
- estimation du coût d'entretien et de maintenance ;
- identification qualitative et quantitative de la plus-value.

Sur cette base, le maître d'œuvre présentera un document synthétique comparant les différents niveaux de performance énergétique des projets envisagés.

La maîtrise d'ouvrage doit pouvoir disposer de l'ensemble des éléments techniques et financiers lui permettant de retenir la solution la plus adaptée

Enfin, afin de s'assurer de la bonne prise en main du bâtiment par les utilisateurs et du fonctionnement optimal des équipements, la maîtrise d'œuvre devra prévoir un accompagnement des personnels à travers un livrable ou une séance de formation.

II-1-b Démarches environnementales complémentaires

Le maître d'œuvre pourra utilement proposer à la maîtrise d'ouvrage des démarches complémentaires renforçant les caractères environnementaux des opérations de travaux, notamment dans les domaines suivants :

- nature et caractéristiques des matériaux utilisés ;
- modalités de conduite des travaux.

Il est précisé que le maître d'œuvre devra justifier ses propositions complémentaires en détaillant l'impact de leur mise en œuvre en matière :

- environnementale ;
- économique.

II-2 – Mise aux normes PMR

Dans le cadre de ce projet de réhabilitation, une attention particulière sera portée à la mise en conformité du bâtiment avec la réglementation relative à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite (PMR). Le maître d'œuvre devra s'assurer que l'ensemble des aménagements respecte les prescriptions du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) ainsi que les arrêtés en vigueur. Cela inclut, entre autres, l'accessibilité des cheminements extérieurs, des circulations intérieures, des sanitaires, des équipements et des espaces de réunion. L'objectif est de garantir une accessibilité universelle, sécurisée et fonctionnelle, sans discrimination, en intégrant les contraintes techniques et architecturales existantes. Le maître d'œuvre proposera les solutions les plus adaptées pour assurer cette conformité.

II-3 – Maîtrise financière

II-3-a Coûts de fonctionnement

Le maître d'œuvre veillera pour chaque équipement, au stade AVP et PRO, à identifier, caractériser et évaluer précisément les charges de fonctionnement et d'entretien à charge de la DIRA.

II-3-b Enveloppe budgétaire dédiée aux travaux

La Maîtrise d'Ouvrage a prévu une enveloppe travaux s'élevant à 270 000 € TTC.

II-4 – Continuité de service

Le site pourra être fermé sur une période donnée à la demande du maître d'œuvre et avec accord du maître d'ouvrage. Dans la mesure du possible, l'accès aux parties extérieures du bâtiment devra être maintenu. Tous les risques seront anticipés afin de réaliser le chantier dans des conditions optimales.

II-5 – Planning des travaux

En phase conception, le planning de l'opération va être détaillé au fur et à mesure des études.

De façon générale, en phase chantier, la maîtrise du planning est essentielle pour éviter tout retard synonyme de coûts supplémentaires. C'est le titulaire de la mission ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) qui sera en charge de veiller au respect du planning durant la phase travaux.

Lors d'une opération par phase, il est important que le maître d'œuvre alerte le maître d'ouvrage de tout retard, notamment ceux qui auraient une incidence sur les travaux à venir.

II-6 – Adapter les marchés de travaux au phasage de l'opération

Les opérations de réhabilitation se diviseront en plusieurs typologies de travaux, il est essentiel de réaliser des pièces pour les marchés de travaux qui soient adaptées à chacune.

II-7 Sécurité du chantier

Pour rappel, aucune personne étrangère à l'opération ne doit pouvoir pénétrer dans cette zone.

La réflexion sur la zone de chantier se fera avec l'appui du Coordonnateur pour la Sécurité et la Protection de la Santé (CSPS) qui, dans le cadre de ses missions, doit prévoir, notamment lorsqu'elle s'impose, l'utilisation de moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

La réflexion portera notamment sur :

- la bonne signalétique de la zone (panneaux d'interdiction au chantier, port obligatoire d'un casque, d'équipements de sécurité...) ;
- la sécurité des accès à la zone de travaux afin de s'assurer que cette zone soit toujours fermée et inaccessible à toutes personnes étrangères au chantier et ce pour chaque zone de chantier créée/déplacée selon les phases du planning ;
- l'emplacement de la base vie pour les entreprises.

III - ANNEXES AU PROGRAMME

- 1. le rapport de vérification périodique liée à la sécurité incendie du 17/10/24
- 2. le rapport de repérage amiante du 24/07/2024
- 3. le dossier technique amiante du 24/07/2024
- 4. le rapport pluriannuel de travaux du 23/10/2023
- 5. le diagnostic de performance énergétique du 17/10/23
- 6. le rapport de vérification périodique électrique du 04/07/201

Tous ces documents ont été établis par le bureau VERITAS